



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Lille, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARC FRANCE

104 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
62510 Arques

Références : -

Code AIOT : 0007000621

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement ARC FRANCE implanté 104 avenue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARC FRANCE
- 104 avenue du Général de Gaulle 62510 Arques
- Code AIOT : 0007000621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement de la verrerie ARC France est réparti en plusieurs sites sur 180 ha et comprend :

- l'usine de la Vallée (activités administratives et des entrepôts de stockage) ;
- la zone BATAVIA (activités d'entreposage) ;
- la zone industrielle du Hocquet (activités de stockage, chambre de moules, ateliers machines, fours, etc.) ;
- la zone industrielle du Lobel (activités d'entreposage et de composition).

L'établissement est actuellement classé SEVESO Seuil bas pour l'emploi et le stockage de substances et préparations toxiques. Les activités du site sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2023 qui supprime et remplace les prescriptions des actes antérieurs du site.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 13
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation du site et références réglementaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47	Sans objet
2	Prise en compte de l'alea dans l'étude de dangers – établissement SEVESO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III. - I.3	Sans objet
3	Intégration de l'inondation dans les plans d'urgence	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Actions prévues en cas d'inondations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Maintien en sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
6	Redémarrage des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
7	Protection des fours	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.4.1	Sans objet
8	Protection des stockages	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.8.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place un plan de gestion des inondations suite aux événements survenus sur son établissement en novembre 2023 et janvier 2024. Ce plan de gestion des inondations caractérise l'aléa et l'impact sur le site par rapport aux données disponibles. Ce plan prévoit également des dispositions en vue de mettre en place une gestion de crise et les actions à entreprendre afin de mettre en sécurité les installations, limiter les impacts sur l'usine de la vallée

et assurer le maintien en sécurité et le redémarrage des installations.

Ce plan doit être complété en identifiant clairement les impacts de l'aléa vis-à-vis des risques accidentels et des barrières de sécurité.

L'exploitant doit également informer l'inspection de l'avancement du démantèlement d'une cuve d'hydrocarbures prévu dans le courant de l'année 2026 (située dans une zone non impactée par l'aléa inondation sur l'usine de la vallée).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation du site et références réglementaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. [...]
Constats : L'exploitant a connaissance de l'aléa inondations sur ses établissements. L'aléa est développé dans son étude de dangers (version du 29/10/2020). L'exploitant y développe les impacts potentiels sur ses installations. L'exploitant a connaissance du PPRI approuvé le 05 novembre 2024. Celui-ci a été réalisé sur la base de la crue centennale (l'aléa de référence utilisé était celui de la crue de 2002). L'exploitant a évoqué la mise en révision immédiate suite à sa signature, car l'aléa de référence utilisé (crue de 2002) apparaît plus faible que les crues survenues en novembre 2023 et janvier 2024. L'exploitant est dans le rayon de consultation de la révision du PPRI. Il a indiqué participer aux réunions de concertation. Actuellement, le site de l'exploitant n'est pas identifié dans une zone à enjeux du PPRN du Marais Audomarois approuvé le 05 novembre 2024 (ni dans le PPRN de la vallée de l'Aa supérieure approuvé le 07 décembre 2009). Néanmoins, l'exploitant a subi plusieurs fois l'aléa (crues de 2002, décembre 2023 et janvier 2024). Plusieurs prescriptions concernant l'aléa inondation sont applicables à l'exploitant (en particulier, les articles 8.4.1 et 8.8.7 de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2023 traitent de l'aléa inondation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prise en compte de l'alea dans l'étude de dangers – établissement SEVESO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III. - I.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations – Analyse du risque
Prescription contrôlée : « 3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention : a) Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation ; en particulier, que les causes soient : [...] iii) Des causes naturelles, par exemple séismes ou inondations ; »
Constats : <u>Quels types de risques inondation sont identifiés sur le site ? (débordement par crue lente ou rapide, ruissellement, submersion marine, remontée de nappes, rupture d'ouvrage hydraulique)</u> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des inondations (PGI) dans lequel il identifie deux types de risques susceptibles de l'impacter : le risque par débordement de cours d'eau et le risque lié aux remontées de nappes. Le PGI présente une cartographie avec les risques de crue par probabilité et une cartographie avec les hauteurs d'eau attendues. En particulier, seul le secteur de l'usine de la vallée est impacté par l'aléa. <u>Quels documents de référence l'exploitant a utilisé pour caractériser l'aléa inondation impactant le site industriel ? Quelle est la méthodologie retenue ? (PPRI, cartographie TRI, AZI,) ? Est-ce que des événements d'inondation sont recensés sur le site industriel ?</u> L'exploitant a construit sa connaissance de l'aléa à partir des cartographies « territoire à risques d'inondation » consultable sur le site Géorisques. Il a consolidé sa connaissance de l'aléa avec les événements historiques survenus sur le site (1998, 2002, 2023 et 2024). <u>Est-ce que l'exploitant tient compte du risque dans son étude de dangers ? Est-ce que le risque associé à l'inondation a été étudié par l'exploitant comme événement initiateur ? Est-ce qu'il justifie de l'absence d'impacts sur la base d'une crue d'amplitude inférieure à la crue de référence ? (cf. circulaire du 10 mai 2010).</u> Le sujet est évoqué dans l'étude de dangers, en particulier, l'exploitant a identifié, au niveau de l'analyse préliminaire des risques, une séquence accidentelle pouvant être initiée par une inondation au niveau des caves des fours. Dans son étude de dangers, l'exploitant précise que les stockages présentant des risques particuliers sont surélevées par rapport aux hauteurs d'eau attendues. Au regard de l'analyse préliminaire des risques, l'étude de dangers précise qu'aucun

scénario d'accident majeur n'est susceptible d'intervenir à la suite d'une inondation.

Plus particulièrement, à la suite des événements de novembre 2023 et janvier 2024, l'exploitant a formalisé un plan de gestion des inondations (PGI) qui vise à définir les enjeux de l'aléa inondations sur son site et mettre en place les actions nécessaires afin de gérer l'aléa.

Est-ce que l'exploitant a identifié des équipements industriels vulnérables (stockages enterrés ou aériens, installation sous cave, utilités électriques) ?

Dans son plan de gestion des inondations, l'exploitant a identifié les enjeux vis-à-vis de l'aléa par rapport à ses installations. En particulier, les installations susceptibles d'être impactées sont les suivantes :

- Le site Arc Packaging (qui constitue un établissement ICPE distinct de la cristallerie exploitée par Arc France)
- Le transformateur 90 kV
- Le serveur informatique de l'usine de la vallée
- Les réseaux de gestion des eaux (potables, pluviales)
- L'atelier réfractaire

Entre la dernière version de l'étude de dangers datant de 2020 et les événements de 2023/2024, l'exploitant a arrêté la totalité des fours de l'usine de la vallée (installations avec le plus d'enjeux au niveau des risques accidentels).

Le sujet de la présence de stockage sur l'usine de la vallée a été évoqué en visite. L'exploitant a évoqué l'absence d'impact en cas d'inondations (emplacement non-susceptible d'être inondé sur la base de l'aléa de référence). Ce point est détaillé ci-après.

L'exploitant a évoqué l'intérêt de traiter le volet inondation dans un document type plan de secours plutôt que dans l'étude de dangers. Ce plan a vocation à être mis à jour régulièrement (contrairement à l'étude de dangers) car il traite plutôt de la gestion de crise que d'une analyse de risques (qui est l'objectif de l'étude de dangers). Néanmoins, l'exploitant doit intégrer l'analyse de risques d'un point de vue accidentel au regard de l'aléa identifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : Le plan de gestion des inondations doit être complété avec le récolement des séquences accidentelles susceptibles d'être rencontrées au regard de l'aléa de référence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration de l'inondation dans les plans d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

[...]

Constats :

Comment est formalisée la gestion de crise ? (procédures de mise en repli des installations ou particulière au risque inondation, son POI, des mesures organisationnelles)

Le plan de gestion des inondations (PGI) constitue pour l'exploitant son document relatif à la gestion de crise en cas d'inondations.

L'exploitant y décrit son organisation en cas de crise inondation :

- Mobilisation des astreintes ;
- Mise en place d'une cellule de crise. En particulier, le PC OPS est situé en zone inondable. Le plan de gestion des inondations prévoit une délocalisation de la cellule de crise au niveau du secteur de la zone industrielle.

Dans son document, l'exploitant décrit les participants nécessaires à la cellule de crise. Des réunions de pilotage sont prévues deux fois par jour pendant la crise. Ces réunions ont pour objectif de suivre la situation météorologique, évaluer l'impact sur le site et suivre l'avancement des actions décidées et déterminer les nouvelles mesures à mettre en œuvre. Une boucle de communication est également mise en place.

L'exploitant dispose également de fiches réflexes inondations en fonction des personnes nécessaires à la gestion de crise inondations. Ces fiches présentent les mesures à mettre en œuvre avant la montée des eaux, face à la montée des eaux et après la décrue.

Comment le système d'alerte interne est défini ? Quels sont les différents seuils (pré-alerte/alerte...)

L'exploitant a mis en place un système de vigilance puis d'alerte à partir des données Vigicrues. Le système d'alerte intègre les informations sur le débit du cours d'eau (l'Aa) au niveau de la station de Wizernes. Il couple cette information avec les conditions météorologiques (si les prévisions indiquent qu'il va continuer à pleuvoir dans les prochains jours).

Pour construire ses seuils de pré-alerte et d'alerte, l'exploitant a pu tenir compte de son retour d'expérience :

Au niveau de crue de 2002, le débit au niveau de la station de Wizernes était de 60 m³/s (c'est

l'aléa de référence pour une crue centennale).

Le débit au niveau de la station de Wizernes a atteint 90 m³/s en novembre 2023.

En conséquence, l'exploitant a fixé :

- Un seuil de pré-alerte à 40 m³/s (qui permet de laisser un temps de 24 heures pour s'organiser)
- Un seuil alerte : 50 m³/s

Comment l'exploitant suit l'évolution du phénomène naturel ?

L'exploitant suit également ces indicateurs dans le cadre de sa gestion de crise et pilote en cellule de crise les décisions qu'il prend.

En quoi consiste la phase de pré-alerte ? En quoi consiste la phase d'alerte ?

L'exploitant a déployé des fiches réflexes inondations dans son plan d'urgence qui décrivent les actions à mener.

En particulier, le plan de gestion des inondations et la fiche réflexe du directeur d'astreinte prévoient les actions prioritaires avant la montée des eaux (passage pré-alerte) :

- Basculement du poste électrique 90 kV ;
- Protection des salles informatiques du bâtiment A1 ;
- Mise en sécurité des bâtiments C2 et C3 (stockage des emballages en carton) et du forage d'eau potable ;

Le PGI et les fiches réflexes précisent également les actions à mettre en œuvre (qui seront complétées par les actions définies en cellule de crise) par prévention et retour d'expérience. Le PGI décrit les moyens disponibles pour gérer la crise inondations. Les moyens de pompage et les groupes électrogènes disponibles sont listés dans le plan d'urgence.

Les pompes présentes sous les caves des fours (en zone industrielle) sont également mentionnées. L'exploitant précise dans son plan que ces moyens peuvent être complétés sur décision de la cellule de crise (c'est un des objectifs définis de la cellule de crise).

Depuis les événements de 2023/2024, l'exploitant a recensé un seul dépassement du seuil de pré-alerte sans que les conditions météorologiques (pluie prévue dans les prochaines heures) ne le poussent à déclencher le dispositif de pré-alerte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions prévues en cas d'inondations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations – gestion de crise

Prescription contrôlée :

Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les

vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...]

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Quelles sont les mesures techniques préventives mises en place ? (ou envisagées)

Suite au retour d'expérience, et dans le cadre de la réalisation de son plan de gestion des inondations, l'exploitant a mis en place plusieurs mesures techniques afin de limiter l'impact de l'aléa inondations sur le secteur exposé :

- L'exploitant a mis en place une digue d'argile autour du poste électrique 90 kV. Initialement, cette digue a été érigée suite à l'événement de novembre 2023. L'exploitant y avait laissé un espace en vue de pouvoir passer un système de pompage à l'intérieur de l'enceinte puis refermer à l'aide d'argile dans les 24 heures après le déclenchement du seuil de pré-alerte. Depuis, l'exploitant a installé un système de sas qu'il peut refermer à l'aide de batardeaux. La présence de ce système a été constatée en visite.
- L'exploitant a rehaussé le mur de protection autour du forage d'eau potable qui a été impacté lors de la crise de 2023.
- Un compresseur d'air comprimé nécessaire à l'activité de ARC Packaging situé dans l'usine de la vallée a été rehaussé.
- Le déplacement des onduleurs et des armoires électriques du bâtiment A1 (locaux administratifs) à un étage supérieur.
- La relocalisation de certaines activités de l'usine de la vallée vers la zone industrielle (étiqueteuse, stockage de certains emballages).

Ces solutions ont été dimensionnées sur la base de l'événement de novembre 2023.

Quelles sont les actions de mise en sécurité à mettre en œuvre pendant l'alerte ?

Dans son plan de gestion des inondations, l'exploitant prévoit plusieurs mesures qui ont

notamment été mises en place lors des événements de 2023 et 2024 :

- Mise en place d'une protection du bâtiment de stockage C1 par la pose de balles en carton consolidé à l'aide d'argile. L'inspection a pu constater la présence d'un stock minimum de balle de cartons et d'un stock d'argile sur site.
- Mise en place de deux groupes électrogènes pour l'alimentation des salles serveurs ;
- Arrêt d'activité et coupure des énergies de l'atelier réfractaire ;

Certaines mesures complémentaires à mettre en œuvre sont décrites dans les fiches réflexes (ex : démontage des brûleurs de la chaudière du bâtiment A1) ou peuvent être décidées par la cellule de crise.

Quelles sont les mesures organisationnelles mises en place ?

L'exploitant a prévu les mesures organisationnelles à mettre en place dans le cadre d'une gestion de crise inondations dans son PGI, comme par exemple :

- Le renvoi en télétravail des personnes non-nécessaires à la gestion de crise ;
- La convocation sur site du personnel nécessaire (réseau HT, réseau fluide, prévention incendie) ;
- La mise en place de rondes de surveillance (les points de passage sont précisés dans le document) ;
- La diffusion des consignes de sécurité (gestion des déplacements, points d'attention) ;
- La ré-organisation des postes de travail (dans des salles satellites en zone industrielle) ;

Est-ce que les utilités nécessaires pour la mise en repli des installations sont bien disponibles pendant la crise ?

La seule utilité nécessaire à la mise en sécurité est l'électricité. Le maintien en électricité des fonctions essentielles (serveur informatique, onduleur) est prévu par des groupes électrogènes. Un basculement du poste électrique de l'usine de la vallée vers un deuxième poste situé en zone industrielle est prévu en cas de nécessité.

L'absence d'air comprimé ou de gaz naturel génère simplement un arrêt des installations sans impact sur la sécurité. Les réseaux d'eaux font l'objet d'une gestion spécifique (arrêt de l'alimentation en eau potable, gestion particulière des eaux pluviales du secteur de la zone industrielle pour éviter de les renvoyer vers l'usine de la vallée).

Est-ce que le personnel est formé à mettre en œuvre ces mesures organisationnelles ? (notamment via des exercices réguliers) Est-ce que l'efficacité de ces mesures fait l'objet de contrôles/tests ? Est-ce que la mise en place de ces mesures nécessite des compétences particulières ? (habilitations, compétences techniques...)

Plusieurs mesures ont été mises en place en novembre 2023 et reproduites en janvier 2024. Depuis, l'exploitant n'a pas mis en place de contrôles ou de tests des mesures prévues.

L'exploitant envisage de mettre en place un exercice de son plan de gestion des inondations à une fréquence qui reste à définir.

L'exploitant n'a pas prévu de mettre en place de formations spécifiques au plan de gestion des risques inondations. En particulier, les astreintes sont déjà formées à la gestion de crise. L'exploitant argumente en précisant qu'en grande partie, les personnes amenées à intervenir à la mise en sécurité vont mener des actions en lien avec leur travail (ex : les pompiers internes vont mettre en place les moyens de pompage).

Est-ce que le recours à des ressources externes est nécessaire pour mettre en place ces mesures ?

Dans son plan de gestion des inondations, l'exploitant a identifié les prestataires à qui louer des groupes électrogènes ou des moyens de pompage complémentaires.

Quel est le temps nécessaire pour mettre en œuvre toutes les actions de sécurité prévues ? Est-ce que ce temps est compatible avec la cinétique de montée des eaux ? Est-ce que ce temps de mise en sécurité a été vérifié lors d'un exercice ? Est-ce que ce temps de mise en sécurité a été vérifié lors d'un événement d'inondation réelle ?

L'exploitant a construit son plan de gestion des inondations sur la base du temps nécessaire pour assurer le basculement du poste de l'usine de la vallée (estimé à 24 heures). Les autres actions identifiées comme nécessaires à la mise en sécurité apparaissent réalisables dans ce délai.

Les accès au site doivent-ils être maintenus ? (pour l'évacuation du personnel, l'accès des astreintes, des pompiers externes)

En cas de crise, l'exploitant prévoit un maintien de l'accès sur le secteur de l'usine de la vallée (il ne trouve pas forcément d'intérêt à interdire l'accès). Néanmoins, l'exploitant prévoit la présence des personnes uniquement nécessaires et a prévu des consignes au niveau des déplacements.

Est-ce qu'un effectif minimal est prévu pour la mise en sécurité des installations et assurer la gestion de crise ? Est-ce que l'exploitant s'est assuré que l'effectif minimal pourra être atteint (en particulier en cas d'accès difficile à l'établissement) ?

L'exploitant n'a pas défini un effectif minimal à assurer. En particulier, seul un secteur de l'usine (sans grosse activité de production) est susceptible d'être impacté. Néanmoins, il prévoit la mobilisation accrue de certaines fonctions (prévention incendie, personnel réseau HT, fluides..) via un dispositif d'astreinte renforcé.

Au vu de l'effectif du site et les objectifs qui seront à assurer en cas de crise (maintien en sécurité

et limiter la production), l'exploitant estime qu'il est peu probable qu'il n'ait pas l'effectif minimal pour assurer les actions prévues dans le plan de gestion inondations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maintien en sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations – Maintien en sécurité des installations

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. [...]

Constats :

L'exploitant prévoit-il des dispositions spécifiques en cas d'arrêt provisoire d'activité (maintien en sécurité de certaines installations, information des autorités ...). A t-il défini une stratégie par rapport à une continuité d'activité/reprise d'activité (même partiel ou dégradé) ?

Les fours situés en zone industrielle (hors zone inondable) doivent être maintenus en chauffe à minima d'où le basculement, si nécessaire, du poste situé dans la zone de l'usine de la vallée afin d'assurer l'alimentation électrique du secteur ZI.

Le maintien de la cellule de crise est prévu jusqu'à l'amorçage de la décrue afin d'adapter les mesures de maintien en sécurité si nécessaire.

L'exploitant prévoit dans son plan de gestion des inondations la mise en place de contacts réguliers avec les collectivités locales, l'État (préfecture, DREAL) et VNF (pour la gestion des eaux pluviales).

Est-ce que l'exploitant a identifié des barrières de sécurité pouvant défaillir pendant un épisode d'inondations (pertes d'utilités, mesure de niveau, capteur de présence d'eau) ? Si oui, est-ce que la barrière est associée à un événement initiateur.

Les seules barrières de sécurité associées à un événement initiateur sont les pompes de levage liées aux fours. Celles-ci sont décrites par l'exploitant comme secourues (ce point n'a pas été creusé en visite d'inspection).

La sécurité incendie de la zone « cartonnage » a été impactée lors des événements de 2023/2024. En compensation, l'exploitant a intégré des mesures de type rondes dans la zone (mesures organisationnelles mentionnées ci-avant) et demandé l'arrêt des travaux par point chaud ou la vigilance pour mener certaines opérations (comme les opérations de séchage dans le cadre des opérations de redémarrage).
La plan de gestion des inondations n'intègre pas la liste des mesures de sécurité pouvant être impactées. (cf demande n°2)

Est-ce que l'exploitant a identifié la perte d'équipements critique liée à un épisode d'inondation pouvant générer un scénario d'accident (ex : arrêt de sécheur, de compresseurs d'air comprimé...) ?

Aucun équipement de ce type n'est identifié par l'exploitant sur l'usine de la vallée. Le maintien des équipements critiques est assuré par la gestion d'une perte d'utilité.

Est-ce que du secours est prévu pour maintenir les équipements critiques, les barrières de sécurité/MMR, salle de contrôle ?

Les onduleurs et les systèmes informatiques font l'objet d'un secours par groupe électrogène.

S'est-t-il également assuré de la présence d'un effectif minimal sur site pour le maintien en sécurité des installations ?

Les dispositions sur les effectifs sont les mêmes que pour la mise en sécurité (renforcement de la présence des personnes nécessaires à la sécurité des installations, renvoi des personnes non-nécessaires habituellement présentes sur l'usine de la vallée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : en lien avec la demande n°1, l'exploitant doit compléter son plan de gestion des inondations avec les barrières de sécurité pouvant être impactées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Redémarrage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations – Redémarrage des installations

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral

<p>d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...]</p> <p>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u><i>l'exploitant a-t-il défini les modalités de remise en service de ses installations (réalisation préalable de vérifications, de contrôles, de maintenance ...), notamment les MMR (pour les établissements SEVESO) ou les barrières de sécurité ?</i></u></p> <p>Un document a été établi sur les actions à lancer à l'issue de la crise. Ce document est annexé au plan de gestion des inondations. Ce document a été construit sur la base du retour d'expérience.</p> <p>L'exploitant a identifié par secteur potentiellement impactée les actions à lancer. La plupart de ces actions portent sur des opérations d'assèchement, de décontamination et de nettoyage. Certaines actions portent sur la remise en état et le redémarrage des machines (Arc Packaging, atelier réfractaire, laboratoire) sans que le contrôle du bon fonctionnement des barrières de sécurité ou d'autres contrôles sur le bon fonctionnement des installations en sécurité ne soient explicitement mentionnées. En lien avec les demandes n°1 et 2, il est attendu que l'exploitant précise les contrôles nécessaires au redémarrage de ses installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°3 : En lien avec les demandes n°1 et 2, l'exploitant doit compléter son plan de gestion des inondations en précisant les contrôles nécessaires au redémarrage des installations susceptibles d'être impactées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Afin d'éviter tout risque d'inondation, les caves des fours sont équipées de pompes de relevage. L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité de l'alimentation électrique de ces pompes en toutes circonstances. En particulier l'alimentation électrique de ces pompes doit être garantie en cas d'inondation.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Les fours, situés en zone industrielle (hors zone inondable par débordement), sont équipés de systèmes de pompage en cave qui viennent plutôt gérer l'aléa « remontée de nappes » (3 par fours). Ces pompes sont présentées comme secourues dans le plan de gestion des inondations. L'inspection n'a pas creusé davantage ce point en visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Protection des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 8.8.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des inondations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs doivent être amarrés s'ils se trouvent sur un emplacement susceptible d'être inondé et l'importance du dispositif d'ancrage doit tenir compte de la poussée éventuelle des eaux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente deux stockages d'hydrocarbures situés au niveau du secteur de l'usine de la vallée (fioul et diesel).</p> <p>Ces stockages sont situés au niveau d'un point haut du secteur et n'apparaissent pas impactées par l'aléa de référence (ils n'ont pas été impactés en novembre 2023 et janvier 2024).</p> <p>Ces stockages ne disposent pas de dispositifs d'ancrage.</p> <p>En particulier, un des stockages est protégé par un mur en parpaing d'une hauteur supérieure à 1 mètre. Le deuxième est disposé sur une plateforme béton surélevée d'une hauteur de 30 cm et grillagé. Ce stockage n'a plus vocation à être utilisé et doit être démantelé. L'exploitant prévoit le démantèlement dans un délai de 6 mois. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection sur l'avancement du démantèlement.</p> <p>Au vu de l'absence d'impact sur les stockages par rapport à l'aléa de référence (crue centennale), ces stockages n'apparaissent pas visés par la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°4 : L'exploitant informera l'inspection de l'avancement du démantèlement prévu de la cuve de stockage de fioul dans le courant de l'année 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>